

très ardue des premiers ministres du Commonwealth. Je puis donner au premier ministre l'assurance que ce n'est que pure coïncidence si la Chambre a fait des progrès très considérables pendant son absence. Je voudrais lui dire qu'il avait un remplaçant très compétent comme premier ministre suppléant. Ce dernier a su très bien manier l'opposition, surtout parce que nous ne pouvions déchiffrer ou interpréter ses réponses. Aujourd'hui, l'interprétation accuse un retard d'à peu près trois jours.

**Le très hon. M. Pearson:** Je souhaiterais pouvoir agir ainsi.

**M. Douglas:** Monsieur l'Orateur, le Canada a toujours eu la chance de se faire représenter aux conférences du Commonwealth par des hommes fort compétents. Certes, la présente conférence n'a pas été une exception. J'aimerais signaler au premier ministre que, à titre de Canadiens, nous nous enorgueillissons du sérieux diplomatique dont il a fait preuve à cette importante conférence et du ton pondéré qu'il y a adopté. A titre de Canadiens, il nous a tous plu de l'avoir comme porte-parole et représentant du Canada à cette grande conférence du Commonwealth.

Ce Commonwealth, monsieur l'Orateur, est une des grandes expériences qu'on a faites en relations humaines. Du vivant d'un grand nombre d'entre nous ici, nous avons vu le plus grand empire que le monde ait jamais connu évoluer progressivement pour devenir une libre association de nations libres. Si environ 20 nations, représentant 700 millions d'âmes, ont obtenu leur indépendance sans trop de violence ni de luttes sanglantes, il faut en attribuer le mérite au courage de certains de nos hommes d'État et à la sagesse et à la modération de certains autres. Si cette libre association de peuples libres peut continuer à exercer son influence dans les affaires mondiales, le temps seul le prouvera. Tout dépendra, dans une large mesure, de l'esprit d'initiative dont on fera preuve.

Je dirai d'abord, que nous sommes tous, j'en suis certain, heureux de la déclaration sur l'égalité des hommes énoncée à la conférence des premiers ministres. Il me semble que les deux paragraphes pertinents du communiqué valent la peine de figurer au compte rendu:

Les premiers ministres se sont déclarés convaincus qu'un des objectifs de la politique de tous les gouvernements du Commonwealth devrait être d'établir, dans chaque pays, une société dont la structure offrirait des possibilités égales, sans distinction aucune, à tous ses ressortissants, quelles que soient leur race, leur couleur ou leur religion. Le Commonwealth devrait pouvoir jouer un rôle de premier plan en appliquant les principes démocratiques d'une façon qui permette aux habitants de chaque pays composé de groupes de races et de cultures différentes, de s'épanouir en tant que citoyens égaux et libres.

Je suis sûr que la population du Canada endossera ces principes. On connaît le vieil adage voulant que «charité bien ordonnée commence par soi-même». J'espère que nous donnerons l'exemple au Commonwealth en commençant par appliquer nous-mêmes ces principes non-discriminatoires tendant à accorder à tous, quelles que soient leur race, leur couleur ou leur religion, la liberté des chances égales dans nos propres frontières, et surtout à nos Indiens et à nos Esquimaux.

J'estime que la conférence devrait, en effet, se préoccuper de la Rhodésie du Sud. Il fallait, à mon avis, que la conférence débâte la question. Si l'apartheid est un sujet important pour tous les membres du Commonwealth, le gouvernement représentatif est certes tout aussi important à toutes ses parties. Assurément, les premiers ministres assistant à la conférence se devaient de déclarer sans équivoque qu'il n'y a aucune place dans le Commonwealth pour un pays qui ne reconnaît pas à ses administrés le droit d'être représentés par un gouvernement responsable. Je suis heureux que la conférence ait signifié officiellement à la Rhodésie du Sud qu'elle peut être acceptée seulement si ses habitants sont raisonnablement représentés au sein du gouvernement par des députés élus et que le Commonwealth ne reconnaît pas une déclaration d'indépendance proclamée unilatéralement par ce pays.

La question de l'égalité raciale nous rappelle automatiquement le situation existant en Afrique du Sud. Nombre d'entre nous regrettent que la conférence ne se soit pas prononcée en faveur de sanctions d'ordre économique contre l'Afrique du Sud, car c'est le seul moyen efficace de protester énergiquement contre la politique de discrimination de l'apartheid. Certains diront que l'appât du gain nous a fait oublier nos grandes déclarations sur l'égalité des hommes et notre répugnance à l'égard de la discrimination raciale. S'il était impossible d'en venir à une entente sur les sanctions d'ordre économique, on aurait pu, il me semble, prendre des mesures énergiques pour empêcher au moins tout membre du Commonwealth de fournir des armes à l'Afrique du Sud. J'espère qu'on y songera un jour.

Évidemment, lorsque nous parlons d'injustice contre les noirs d'Afrique du Sud, nous devons pousser le principe jusqu'à ses conclusions logiques et nous inquiéter autant de l'emprisonnement de noirs par d'autres noirs. Je veux parler de pays comme le Ghana, où l'on semble oublier l'un des principes démocratiques et pratiquer l'injustice, non pour des motifs raciaux, mais pour des raisons d'idéologie politique.